



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

RÉSUMÉ DE LA PARTICIPATION D'UNE
**ÉCONOMIE VERTE DANS
LES PRAIRIES**

Le contenu

INTRODUCTION.....	- 2 -
POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES.....	- 2 -
DOMAINES D'ACTION POTENTIELS DÉTERMINÉS PAR LES INTERVENANTS....	- 3 -
RENFORCER LA COLLABORATION ET LA PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LES PROVINCES DES PRAIRIES.....	- 5 -

INTRODUCTION

Le 15 décembre 2022, la *Loi sur le développement d'une économie verte dans les Prairies* a reçu la sanction royale. Les mesures législatives exigent que le ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan) travaille en collaboration avec plusieurs collègues du Cabinet, ainsi qu'avec des partenaires et des intervenants des Prairies, pour élaborer un cadre visant à améliorer la coopération et la participation à l'échelle locale dans la mise en œuvre de programmes fédéraux visant à développer l'économie verte dans les provinces des Prairies. Ce cadre doit être présenté au Parlement d'ici le 15 décembre 2023.

De février à juillet 2023, le ministre et les fonctionnaires de PrairiesCan ont mené la plus grande consultation du Ministère à ce jour. Plus de 130 séances de consultation et tables rondes ont entre autres eu lieu en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba. Des contributions ont également été sollicitées en ligne et par courrier électronique, et plus de 130 soumissions ont été reçues. Grâce à ces efforts, nous avons entendu plus de 500 répondants au total, y compris des représentants provinciaux et municipaux, des communautés autochtones, l'industrie et des associations industrielles, le mouvement syndical, le milieu universitaire, des groupes de réflexion et des personnes vivant et travaillant dans les Prairies. PrairiesCan accueille avec satisfaction les efforts déployés par ces personnes afin d'apporter leur contribution et leurs idées. Cette initiative vise à renforcer la participation du gouvernement fédéral, et les conversations avec ces intervenants se poursuivront.

Les répondants ont fourni des observations sur les points suivants :

- Ce qu'ils considèrent être les principales occasions de croissance économique durable pour les Prairies.
- Les mesures de soutien fédérales nécessaires pour faire progresser ces occasions.
- Les façons d'améliorer la collaboration du gouvernement fédéral avec les entreprises et les collectivités des Prairies.
- Les façons de maximiser les avantages économiques et sociaux de la croissance durable et promouvoir l'inclusivité des groupes sous-représentés, des communautés autochtones, des travailleurs, des entreprises et des collectivités rurales et éloignées.

Sachant que les occasions et les priorités particulières varient selon les collectivités et les régions, nous présentons ci-dessous un résumé général des commentaires reçus de la part des intervenants.

POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES

Les intervenants des Prairies voient de nombreuses possibilités de croissance économique durable, de diversification et d'innovation. Cet optimisme vient des progrès déjà réalisés là où les intervenants travaillent et vivent afin de s'adapter aux tendances mondiales, de stimuler la croissance et d'augmenter les exportations. Les personnes vivant et travaillant dans les Prairies veulent un plan économique canadien général qui soutient la promotion des occasions locales et régionales et qui se prête à des collectivités fortes, résilientes et prospères, aujourd'hui et dans l'avenir. Plus important encore, elles veulent être des leaders mondiaux dans des domaines de croissance qui s'appuient sur les forces régionales tels que l'énergie, la fabrication, l'exploitation minière, l'agriculture et l'agroalimentaire, et saisir de nouvelles possibilités économiques qui tirent parti des atouts et de l'expertise de la région. Parmi les occasions de croissance déterminées, on peut citer les suivantes :

- Accroître la valeur ajoutée dans les secteurs de l'énergie et de la fabrication, notamment en devenant des fournisseurs de premier plan d'hydrogène et de biocarburants afin de répondre à la demande intérieure et internationale croissante, et en permettant aux secteurs des produits chimiques et des matériaux de construction d'être des fournisseurs mondiaux de biens nécessaires à la transition vers une économie carboneutre.
- Développer les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des engrais afin de contribuer à nourrir le monde.

- Soutenir le secteur minier afin qu'il devienne un fournisseur propre et sûr de minéraux critiques nécessaires aux batteries et autres technologies propres, et développer la chaîne de valeur des minéraux critiques dans les Prairies.
- Renforcer la durabilité et la résilience des entreprises et des collectivités, notamment par la conception et le déploiement de nouvelles technologies et de nouveaux procédés propres, en mettant ces technologies et ces processus à la disposition du marché mondial, ainsi qu'en augmentant l'efficacité et la résilience par la modernisation, la rénovation et la construction de bâtiments et d'infrastructures essentielles, et en soutenant les solutions fondées sur la nature.
- Développer les secteurs émergents tels que les sciences de la vie, les technologies numériques, la gestion des déchets et la transformation des déchets en énergie, tout en favorisant la réussite des secteurs importants à l'échelle locale comme les transports et la logistique, la foresterie et le tourisme.

En tant que région fortement dépendante du commerce et des exportations, l'exploitation de ces occasions nécessitera des mesures de soutien complémentaires pour faciliter le commerce, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

DOMAINES D'ACTION POTENTIELS DÉTERMINÉS PAR LES INTERVENANTS

Tout au long de la période de consultation, les répondants ont relevé plusieurs domaines dans lesquels des mesures fédérales pourraient contribuer à faire avancer les possibilités économiques et permettre aux entreprises et aux collectivités des Prairies de prospérer dans une économie mondiale en évolution. Parmi les thèmes clés, citons les suivants :

- **Développement de secteurs clés de la région, notamment les ressources naturelles, l'agriculture et la fabrication**
 Les secteurs des ressources naturelles, notamment le pétrole et le gaz, l'exploitation minière et la foresterie, ainsi que l'agriculture et l'agroalimentaire, et les secteurs manufacturiers contribuent de manière importante à l'économie des provinces des Prairies et du Canada. Ces secteurs sont en pleine mutation, et des efforts considérables sont déployés afin d'améliorer leur durabilité, alors que la demande mondiale à l'égard de leurs produits demeure forte. Dans le secteur de l'énergie, il est nécessaire de soutenir le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CUSC), l'électrification et d'autres technologies propres afin de continuer à renforcer la durabilité et la prospérité des collectivités des Prairies. Dans le secteur de l'agriculture, des investissements dans l'amélioration continue des procédés et des mesures visant à accroître la résilience face aux changements climatiques (p. ex. l'irrigation, le développement continu de cultures résistantes à la sécheresse et aux inondations) sont nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire. Les occasions émergentes dans les secteurs de la chimie, de l'énergie, de la transformation alimentaire et de la fabrication nécessiteront des investissements dans les infrastructures, notamment dans de nouvelles infrastructures de distribution et de traitement de l'eau. Il existe des possibilités de soutenir la fabrication et l'essai de véhicules zéro émission (VZE). Tous ces secteurs plaident en faveur d'une plus grande clarté et d'une rationalisation des processus réglementaires afin de faire avancer les grands projets et les occasions.
- **Amélioration de la circulation des biens, des personnes et de l'information**
 Les provinces des Prairies sont de grandes exportatrices. Les intervenants des Prairies ont déterminé les corridors commerciaux et les infrastructures de transport durable comme des facteurs clés de la croissance commerciale et économique. Il s'agit également d'une priorité pour les trois provinces des Prairies, qui ont récemment conclu un protocole d'entente en vue de collaborer à la mise en place de corridors économiques. En parallèle, les entreprises ont cerné des difficultés pour ce qui est d'acheminer les travailleurs et les fournitures à destination et en provenance des sites des projets, et la large bande et la connectivité – de plus en plus estimées comme un besoin public pour le commerce et les échanges, et pour fournir des services essentiels – restent des défis importants pour beaucoup de collectivités et d'entreprises des Prairies. Les investissements dans la connectivité sont essentiels à la

croissance des industries numériques, des technologies de surveillance et de télémétrie utilisées dans un certain nombre de secteurs, et l'agriculture intelligente.

- **Développement et mise à contribution de l'électricité propre**

Avec ses importants actifs hydroélectriques et sa capacité de production, le Manitoba dispose d'une bonne base pour une croissance économique propre et peut être bien positionné en tant que soutien pour le déploiement continu d'énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne et solaire sur l'ensemble du réseau. L'Alberta et la Saskatchewan s'emploient à augmenter la capacité de production d'énergie propre de leurs réseaux; toutefois, ces deux provinces sont confrontées à des défis uniques et à des coûts importants pour y parvenir, tout en faisant face à une demande croissante attribuable à l'électrification. Au cours des deux prochaines décennies, la mise au point et le déploiement d'options d'approvisionnement en électricité de base à faibles émissions, ou aucune, telles que les petits réacteurs modulaires (PRM), les centrales au gaz naturel dotées de technologies de captage du carbone et la production géothermique, sont également perçues comme une occasion majeure. Les efforts continus pour passer à une production d'énergie plus propre de manières qui demeurent rentables pour les entreprises et les ménages soutiendront les occasions de croissance durable dans l'ensemble de l'économie et contribueront à rendre les Prairies plus attrayantes pour les investissements futurs.

- **Développement économique communautaire**

Les administrations municipales et les organisations régionales de développement économique, en particulier dans les régions rurales et nordiques, ont besoin de mesures de soutien et d'infrastructures pour aider leurs collectivités à faire avancer de nouvelles possibilités économiques. De nombreuses entreprises dans les Prairies font également état de difficultés persistantes pour ce qui est de trouver et de maintenir en poste des travailleurs qualifiés pour pourvoir les postes, et certaines d'entre elles, en particulier dans les régions rurales et éloignées ou dans des secteurs hautement spécialisés, ne sont pas en mesure de le faire. Certains intervenants ont demandé de nouveaux programmes de formation axée sur des compétences, des mesures de soutien afin d'attirer les jeunes dans des secteurs clés ou des améliorations du système d'immigration afin de répondre plus efficacement à l'évolution des besoins et des intérêts des Prairies. Simultanément, les organisations syndicales suivent de près le rythme et l'ampleur des changements qui se produisent sur les lieux de travail. Ces changements comprennent non seulement des mutations économiques structurelles, mais aussi une augmentation de l'automatisation et de la numérisation. Les organisations veulent que des normes, des mesures de soutien et des programmes adéquats soient en place afin de permettre aux travailleurs de s'adapter et de s'épanouir.

- **Réconciliation économique et croissance inclusive**

Les gouvernements doivent poursuivre leur travail afin de respecter les engagements pris dans le cadre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), et il y a possibilité d'adopter une approche coordonnée en vue de soutenir la capacité de planification économique et de développement économique fondée sur le lieu à l'échelle locale, en particulier dans les communautés autochtones et les collectivités rurales. Il existe plusieurs exemples de modèles couronnés de succès qui pourraient être mis à profit afin de renforcer la collaboration entre les partenaires fédéraux, provinciaux, municipaux, autochtones et du secteur privé (p. ex. le financement collaboratif entre les ordres de gouvernement et l'industrie et les accords de partage des bénéfices). Afin de réussir, la collaboration avec les différentes communautés autochtones doit être ciblée et continue. En outre, des idées ont été échangées quant aux moyens de promouvoir et d'améliorer l'inclusivité économique des jeunes, des groupes sous-représentés et des collectivités rurales. Pour ce faire, il faudra notamment prendre en considération les politiques sociales relatives au logement, à l'éducation, aux soins de santé et à la garde d'enfants, qui sont à la base de tout développement économique communautaire, et étudier les possibilités d'investissement dans les infrastructures clés et l'accès au capital afin de soutenir les grandes possibilités économiques.

RENFORCER LA COLLABORATION ET LA PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LES PROVINCES DES PRAIRIES

Les répondants ont relevé plusieurs questions à prendre en compte afin d'améliorer la collaboration avec les partenaires et les intervenants des Prairies. Par exemple :

- **Renforcer la confiance**

Bien que les répondants étaient généralement reconnaissants des efforts déployés afin de les faire participer à l'élaboration du cadre, il subsiste un désir général de collaboration authentique entre tous les ordres de gouvernement afin de promouvoir une croissance économique durable et accroître la résilience des collectivités. Certains répondants se sont demandé si leur participation et leur coopération entraîneraient un véritable changement dans le mode de fonctionnement du gouvernement fédéral, et se sont interrogés quant aux façons dont PrairiesCan pouvait rallier d'autres partenaires fédéraux. Dans l'ensemble, il y a un désir de voir des résultats grâce au cadre, marqué par des signaux clairs indiquant que le gouvernement fédéral est à l'écoute, et des efforts coordonnés en vue de faire avancer les occasions inhérentes aux Prairies.

- **Dialogue significatif avec les partenaires régionaux et marge de manœuvre afin de répondre aux exigences fédérales**

Un thème commun a été le désir des intervenants de participer plus tôt et de manière plus pertinente dans le cadre de l'élaboration des politiques et des programmes fédéraux, en particulier dans les domaines relatifs à la réduction des émissions et aux politiques environnementales. Pour certains, il y a un sentiment général que la conception des politiques et des programmes fédéraux a manqué de souplesse afin de tenir compte des circonstances et du contexte locaux dans les Prairies. Il y a un fort désir d'une plus grande contribution régionale et d'une plus grande certitude, en particulier en ce qui concerne l'avenir de nos secteurs de l'énergie, de l'agriculture et des ressources naturelles. Les intervenants souhaitent concocter leurs propres priorités économiques et plans d'action, plutôt que de se voir imposer un processus fédéral.

- **Programmes fédéraux mieux adaptés et coordination fédérale plus forte**

Les répondants demandent des mesures de soutien fédérales plus souples et à plus long terme afin de réduire les risques relatifs aux occasions et à l'innovation. En outre, certains ont souligné à quel point il est difficile de comprendre l'éventail des programmes fédéraux offerts et d'y accéder. En ce qui concerne les possibilités économiques, le manque de coordination entre les ministères et les programmes fédéraux est perçu comme une préoccupation majeure. Certains intervenants ont fait état d'investissements ou de mesures souples quant à des priorités telles que les batteries et les véhicules électriques qui sont perçues comme profitant à d'autres régions du Canada, et se sont questionnés à savoir pourquoi une adaptation semblable n'avait pas lieu pour les Prairies.

- **Priorités et possibilités définies à l'échelle locale**

Bien que certaines priorités pour l'ensemble des Prairies aient été soulevées, un grand nombre des occasions relevées sont locales ou sous-régionales. Les modèles de collaboration et de mise en œuvre du cadre doivent être souples afin de faire avancer les priorités communes, tout en tenant compte des différences régionales et également faire avancer des priorités locales particulières. Même dans les régions où des investissements importants ont été réalisés dans les énergies propres (p. ex. au Manitoba) ou dans d'autres infrastructures durables, il existe d'importantes occasions de croissance économique que les programmes fédéraux peuvent mieux soutenir.